

Les échanges entre la Chine et l'Afrique

Situation actuelle, perspectives et sources pour l'analyse

Jean-Raphaël Chaponnière⁹⁹

Après des années de croissance extrêmement rapide de ses échanges, la Chine est devenue à la fois le 3^{ème} exportateur et importateur mondial. Alors que le poids de l'Afrique sub-saharienne dans les échanges chinois demeure marginal, la Chine a dépassé l'Allemagne pour devenir en 2005 le premier fournisseur du continent dont elle représente environ 10 % des importations. La Chine exporte surtout des biens de consommation (textile-habillement, motocyclettes, etc.) et importe d'Afrique du pétrole ainsi que différents minerais et produits tropicaux. L'émergence de la Chine a plus généralement un impact important sur l'Afrique à travers au moins deux canaux : du côté positif, la croissance chinoise pousse à la hausse la demande mondiale et donc le cours des matières premières exportées par les pays africains ; du côté négatif, les entreprises africaines souffrent de la concurrence chinoise, tant sur leur marché intérieur qu'à l'exportation, en particulier dans le textile-habillement suite au démantèlement des quotas douaniers imposés dans le cadre des Accords Multi-Fibres.

⁹⁹ Jean-Raphaël Chaponnière est économiste à l'Agence Française de Développement (AFD).

La montée en puissance de la Chine devenue le troisième exportateur mondial bouleverse la géographie des échanges. En 2005, la Chine aurait ainsi dépassé l'Allemagne à la première place des fournisseurs de l'Afrique dont elle est en sens inverse le second débouché. Après une présentation rapide de l'émergence chinoise (I), cet article s'appuie sur différentes sources statistiques pour analyser les échanges entre la Chine et l'Afrique (II) vus de Pékin et des pays africains. Il s'intéresse ensuite à leurs perspectives et aux conséquences de la montée en puissance de l'économie chinoise sur les économies africaines (III).

Une grande puissance émergente

En 1978, après trois décennies de croissance heurtée, la Chine s'est engagée dans une stratégie analogue à celle qu'avaient adoptée la Corée et Taiwan vingt ans plus tôt. Libérant les initiatives paysannes, elle a capitalisé sur les bas salaires pour percer sur le marché mondial et remonter les filières industrielles. Cette stratégie a dopé la croissance qui a été de 9,4 % par an en moyenne entre 1978 et 2005. Spectaculaire, vu d'Europe, ce rythme n'est pas sans précédent en Asie mais l'émergence d'une économie aussi peuplée et aussi ouverte aux échanges est porteuse de changements plus considérables.

A l'instar des autres pays de l'Est asiatique, la Chine a pratiqué une politique macro-économique prudente sans respecter les autres piliers du consensus de Washington que sont la privatisation ou la libéralisation (Rodrik, 2006). Outre la différence de taille, la stratégie chinoise se démarque de celle de ces prédécesseurs sur deux points importants pour l'avenir :

- La Chine est très ouverte aux investissements directs étrangers (IDE) alors que l'Est Asiatique était seulement entr'ouvert ; devenue l'une des plus grandes destinations des IDE, la Chine joue de son attractivité pour acquérir des technologies et renforcer la R&D. Par ailleurs, alors qu'en Corée et à Taiwan, les réformes agraires avaient précipité un exode rural considérable², les paysans chinois jouissent seulement du droit d'usage de leurs terres et leurs migrations sont freinées par des obstacles administratifs : l'agriculture emploie près de la moitié de la population active et l'exode rural reste à venir.
- Les moteurs de la croissance chinoise ont été l'exportation et l'investissement. Encouragé par l'abondance de liquidités et des taux d'intérêt bas – conséquence de l'ancrage du renminbi sur le dollar et de l'entrée massive de capitaux – l'investissement représente 40 %

du PIB depuis 2000. Cet effort sans précédent est inférieur à l'épargne domestique. La balance des paiements courants est structurellement excédentaire et une partie des réserves – 43 % du PIB – investie en Bons du Trésor américain³.

Tableau 1 :

La Chine en quelques chiffres (2005)

Population (millions)	1.305
PIB (milliards de US\$)	2.167
PIB par habitant (USD)	1.661
Agriculture (% du PIB)	13,0 %
Industrie (% du PIB)	46,2 %
Services (% du PIB)	40,8 %
Exportations (milliards de USD)	762
Importations (milliards de USD)	660
Réserves (milliards de USD)	815

² La part de l'agriculture dans la population active chinoise a diminué de 75 % à 47 % entre 1978 et 2005 alors que, partant d'un niveau légèrement inférieur, elle avait été réduite de moitié en vingt ans en Corée et Taiwan.

³ Tout se passe comme si, en contre partie du financement de leur déficit courant, les Américains assuraient la Chine d'un débouché pour ses exportations. La théorie d'un pacte implicite « Bretton Woods 2 » entre les Etats Unis et la Chine a été proposée par Dooley, Folkerts-Landau, Garber (2003).

Dans les années 1950, les exportations de la Chine - il s'agissait de produits agricoles - avaient progressé aussi rapidement que celles du Japon (graphique 1). Après vingt années d'éclipse, la Chine a réintégré le commerce mondial et depuis 1978, ses exportations (en dollars courants) augmentent en moyenne de 24 % par an, un rythme qui s'est accéléré depuis 2000⁴. Les importations ayant progressé aussi vite, la Chine se classe au 3^{ème} rang mondial pour les exportations et les importations derrière les Etats-Unis et l'Allemagne.

Grande puissance émergente, la Chine n'en demeure pas moins un pays en développement. Mesuré en dollars courants, son PNB per capita est proche de celui du Maroc. Apprécié en parité de pouvoir d'achat il est au niveau de l'Algérie et l'indicateur de Développement Humain (IDH) classe la Chine à égalité avec la Tunisie. Ces moyennes sont trompeuses dans un pays où l'inégalité est désormais aussi forte qu'aux Etats-Unis : l'IDH classerait les provinces les plus pauvres parmi les pays moins avancés. Le contraste entre le poids macro-économique et les réalités micro-économiques explique la situation assez particulière qu'occupe la Chine dans les échanges mondiaux :

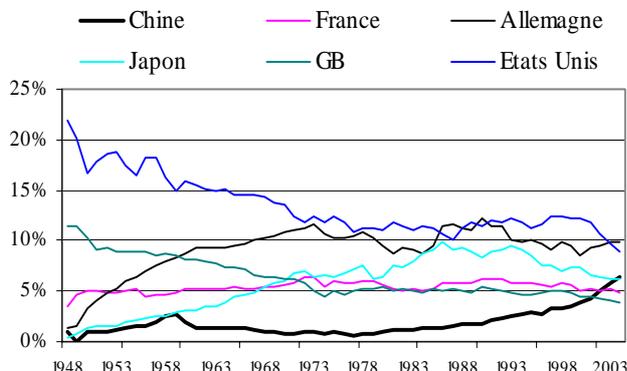
- Au niveau des importations, elle a les appétits d'un grand pays dont les ressources ne suffisent plus (à l'exception du charbon) à satisfaire ses besoins. Second consommateur mondial de pétrole, la Chine énergivore importe la moitié de ses besoins. Elle assure entre 20 et 30% de la demande mondiale des principaux métaux (minerai de fer, cuivre, aluminium, nickel et zinc ; Lennon, 2005) et devient un marché de plus en plus important pour l'aliment pour le bétail et le soja.
- Au niveau des exportations, un réservoir quasi illimité de main d'œuvre non qualifiée et un potentiel considérable de personnel qualifié permettent à la Chine d'être compétitive sur de très nombreux marchés⁵. Si elle a dépassé les Etats Unis pour devenir le premier exportateur mondial de produits relevant des technologies de l'information et de la communication – pour la plupart fabriqués par des filiales étrangères – la Chine domine également les marchés de biens peu sophistiqués⁶ et son offre est adaptée à la demande des pays en développement.

⁴ Les résultats du 1^{er} trimestre 2006 (exportations : +28 % ; PIB : +10 %) ne signalent aucune décélération.

⁵ Cela a conduit Paul Samuelson (2004) à évoquer la disparition des gains de l'échange pour les Etats-Unis dans le cas où la Chine améliorerait fortement sa productivité relative pour les produits de haute technologie.

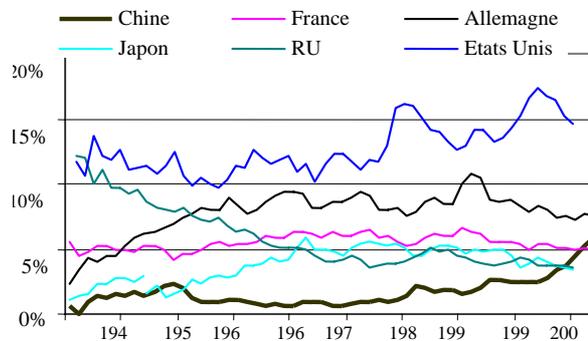
⁶ Habillement, jouets (60% du total mondial), chaussures de sport (55 %), bicyclettes (50 %), téléviseurs, motocyclettes (15 %).

Graphique 1 :
Les plus grands exportateurs (% Monde de 1948 à 2004)



Sources : OMC, FMI et SBY (pour 2005)

Graphique 2 :
Les plus grands importateurs (% Monde de 1948 à 2004)



Sources : OMC, FMI et SBY (pour 2005)

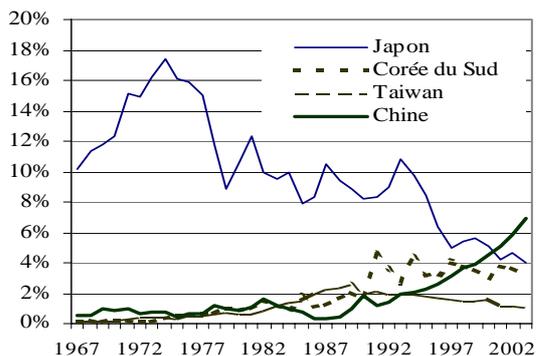
L'Asie et l'Afrique

Dans les années 1970, le Japon était le principal fournisseur asiatique de l'Afrique sub-saharienne qui absorbait alors entre 7 et 8 % des exportations japonaises. Les produits coréens se sont ensuite substitués aux produits japonais et depuis dix ans,

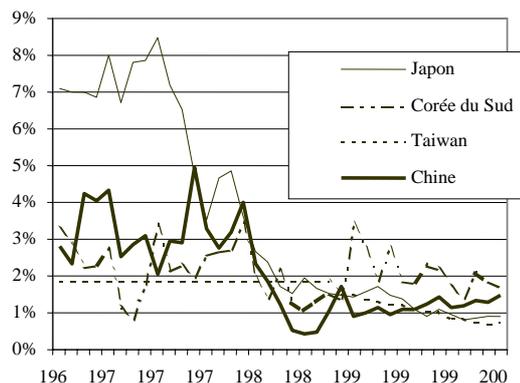
les produits chinois font leur apparition (graphique 3). Cela a comme conséquence un redressement de l'Afrique-sub saharienne dans les exportations chinoises à un niveau qui reste toutefois inférieur à ce qu'il était dans les années 1970 (graphique 4).

Graphique 3 :
Part du Japon, de la Corée, de Taiwan et de la Chine dans les importations de l'Afrique Sub-saharienne (%)

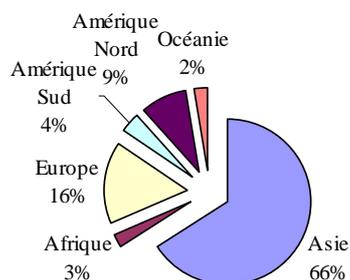
Source : Chelem



Graphique 4 :
Part de l'Afrique sub-saharienne dans les exportations du Japon, de la Corée, de Taiwan et de la Chine (%)

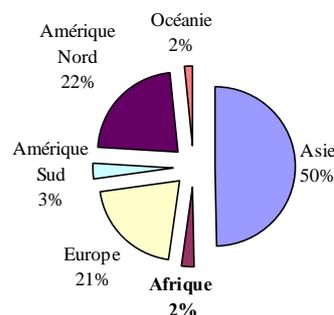


Graphique 5 :
Destination des exportations chinoises (2004 en %)



Source : China Statistical Yearbook.

Graphique 6 :
Origine des importations chinoises (2004 en %)



Les échanges entre la Chine et l'Afrique

Le commerce entre la Chine et l'Afrique débute avec le périple de l'amiral Zeng He qui aurait doublé le cap de Bonne Espérance d'Est en Ouest au 16^{ème} siècle, une cinquantaine d'années avant les Portugais. S'il a une vieille histoire, ce commerce a néanmoins longtemps relevé de l'anecdote. Obéissant à des objectifs plus politiques qu'économiques, les échanges entre la Chine et l'Afrique ont connu une première embellie dans les années 1960. Depuis les années 1980, leur reprise se fait sur des bases économiques et entre 2000 et 2005, alors que le commerce extérieur chinois a triplé, les échanges avec l'Afrique ont quintuplé. L'Afrique demeure cependant un partenaire mineur de la Chine (graphique 5 et 6)¹⁰⁵.

L'Afrique sub-saharienne vue de Pékin

La progression de ces échanges accompagne d'une offensive diplomatique de la Chine en Afrique. Les visites ministérielles se multiplient : le Président chinois a été accueilli au Nigéria en avril 2006 et les chefs d'Etat africains participeront à un sommet à Pékin au cours de l'année. Au début de l'année 2006, le gouvernement a publié un document sur sa politique africaine qui met l'accent sur l'égalité, la souveraineté et la non-ingérence. Le « consensus de Pékin » (Ramo, 2004) propose une alternative au « consensus de Washington » : car si les priorités chinoises (stabilité, développement et réforme) sont les mêmes, elles se conjuguent selon un ordre

différent, Pékin donnant la priorité à la stabilité et Washington aux réformes. C'est dans ce contexte que les entreprises chinoises opèrent en Afrique. Les plus grandes entretiennent – directement ou indirectement – des liens avec l'Etat, elles s'engagent dans des pays à risque où elles poursuivent des stratégies à long terme.

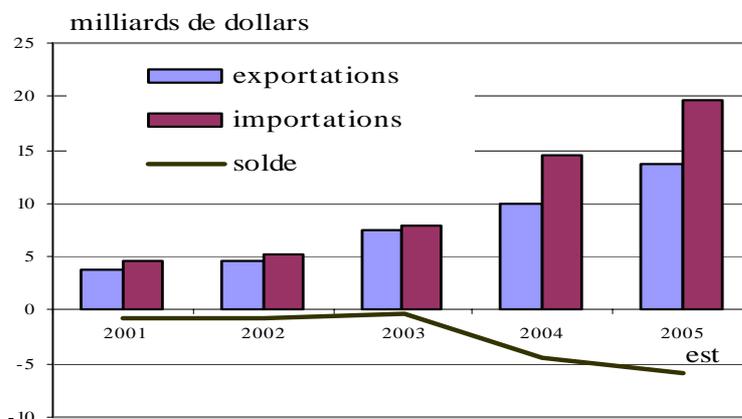
La place de l'Afrique dans le commerce extérieur chinois (3% en 2005 et 2,5% pour l'Afrique subsaharienne) est deux fois plus élevée que sa place dans le commerce mondial. Ces échanges sont caractérisés par leur asymétrie : l'Afrique est un fournisseur et un débouché modeste de la Chine, alors que la Chine est un des principaux partenaires de l'Afrique

Vu de Pékin (graphique 7), le commerce bilatéral avec l'Afrique sub-saharienne est déficitaire pour la Chine, et le déficit s'est creusé en 2004 et 2005. Les statistiques chinoises sont biaisées par le rôle de Hong Kong par où transite une partie des exportations chinoises (encadré 3).

Les importations et les exportations chinoises ont été respectivement de 20 et 14 milliards de dollars en 2005 (Afrique sub-saharienne). Vu de Pékin, l'Angola est le premier fournisseur africain de la Chine loin devant l'Afrique du Sud, le Soudan, la République démocratique du Congo et la Guinée Equatoriale (graphique 8). L'Afrique du Sud, le Nigéria et le Soudan sont les trois premiers débouchés des exportations chinoises vers le continent.

¹⁰⁵ De façon schématique, la Chine importe des demi-produits d'Asie (à l'origine de 2/3 des importations) et exporte des produits finis vers les Etats-Unis, l'UE et le Japon.

Graphique 7 :
Evolution des échanges de la Chine avec l'Afrique sub-saharienne



Source : China Statistical Yearbook

Graphique 8 :
Principaux partenaires africains de la Chine (Afrique sub saharienne) en 2005 en milliards de dollars



Source : China Statistical Yearbook

La Chine importe du pétrole, des minerais et du bois

Les importations chinoises d'Afrique sub-saharienne sont concentrées. Elles sont dominées par le pétrole qui représente 70 % du total des importations chinoises d'Afrique : le Soudan, l'Angola et le Nigéria assurent un quart des

importations chinoises de pétrole. Les bois tropicaux viennent au second rang : la Chine, premier acheteur mondial, se fournit en Russie et en Asie et pour un tiers de son approvisionnement en Afrique sub-saharienne (Gabon, Congo, Guinée Equatoriale). Les seules exportations manufacturières (sidérurgie et composants électroniques) viennent d'Afrique du Sud.

Tableau 2 :

Les dix premiers postes d'importations chinoises d'Afrique sub-saharienne (2003)

CTCI	Produit	Montant en Milliards de Dollars	Place de l'Afrique dans les importations chinoises du produit
3330	Pétrole	4,85	24 %
2475	Bois tropicaux	0,5	33 %
2815	Minerai de fer	0,28	7 %
6672	Diamants	0,27	22 %
2631	Coton	0,23	20 %
1212	Tabac	0,16	6 %
6753	Laminés à chaud	0,14	6 %
6734	Laminés à froid	0,09	2 %
2731	Pierres pour construction	0,08	2 %

Source : ITC, PC-TAS

Tableau 3 :

Les dix premiers postes d'importations chinoises en termes de poids relatif de l'Afrique (2003)

Code	Produit	Part de l'Afrique dans les importations du produit	Part du produit dans les importations chinoises totales
6714	Ferro -manganèse	85 %	- (1)
2832	Minerai de cuivre	81 %	- (1)
1212	Feuilles de tabac	61 %	0,06 %
0721	Cacao	53 %	0,01 %
6898	Cobalt et cadmium	38 %	0,02 %
2654	Sisal, agave et fibres	37 %	- (1)
2475	Bois tropicaux	33 %	0,36 %
6812	Platine	31 %	0,06 %

(1) Poids négligeable, inférieur à 0,01 %.

Source : ITC, PC-TAS

Tableau 4 :

Part de l'Afrique sub-saharienne dans les exportations chinoises (2003)

	Montant en Milliards de dollars	Part de l'Afrique dans les exportations chinoises du produit
Total	10,04	100 %
Tissus coton	0,62	33 %
Motocyclettes	0,35	25 %
Chaussure	0,31	9 %
Tissus synthétiques	0,27	9 %
Batteries, accumulateurs	0,25	8 %
Riz	0,19	43 %
Equipement télécom	0,18	5 %
Thé	0,16	45 %

Costumes, robes	0,15	4 %
Tissus synthétiques	0,14	17 %

Source : ITC, PC-TAS

Les pays d'Afrique sub-saharienne jouent un rôle majeur pour un petit nombre de postes d'importations chinoises (tableau 3) : ils sont ses fournisseurs quasi exclusifs de ferro-manganèse (Gabon) et de cuivre (République démocratique du Congo, Zambie); ils jouent un rôle important pour le cobalt, le molybdène et le coton, des postes qui pèsent toutefois très peu dans le total des importations chinoises.

La Chine exporte des biens de consommation et de plus en plus d'équipements

Les exportations chinoises vers l'Afrique sont peu concentrées : en 2003 les dix premiers postes représentaient 26 % du total (nomenclature CTCI rev 3 à 4 chiffres soit 1.000 postes) et les cinquante premiers 55 %.

Les tissus en coton, le principal flux, sont destinés au marché local mais aussi aux exportateurs

africains d'habillement⁸. Comme le montre le tableau 4, le marché africain représente un débouché assez important pour quelques exportations chinoises comme les tissus et les motocyclettes.

Si les biens d'équipement jouent un rôle assez modeste dans les exportations chinoises vers l'Afrique sub-saharienne, la région n'en demeure pas moins un débouché important voire exclusif pour les turbines à gaz (98 %), les équipements de travaux publics (60 %) et de télécommunications (au Kenya, Zimbabwe et Nigéria pour qui la Chine va lancer un satellite). Ces ventes d'équipement, financées par l'aide chinoise⁹, illustrent le rôle de « terrain » d'essai des pays africains. Les entreprises chinoises s'imposent également dans la construction (encadré 1).

Encadré 1

Investissements directs et aide

L'internationalisation des entreprises chinoises est récente : en décembre 2004, le stock d'IDE chinois à l'étranger était de 45 milliards de dollars selon le Ministère du Commerce. Disposant de réserves considérables la Chine a les moyens de l'internationalisation de ses entreprises. L'Afrique a accueilli 2 % du stock en 2004 (900 millions de USD) mais ces statistiques sont trompeuses. Hong Kong, qui concentre les trois quarts du stock d'IDE chinois, sert de relais et les projets en Afrique sont souvent le fait d'entreprises basées à Hong Kong. On recenserait 760 entreprises chinoises en Afrique. La China National Petroleum Corp (CNCP) et la China National Oil & Gas Corp sont très présentes au Soudan, en Angola et sont de plus en plus actives en Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée Equatoriale mais aussi au Gabon, au Nigéria et au Congo.

Selon les sources chinoises, la « coopération économique » est de 21 milliards de dollars dont 4 milliards de dollars avec l'Afrique en 2004. Cette rubrique regroupe l'aide, des opérations réalisées pour des entreprises étrangères et les salaires de la main d'œuvre chinoise employée (182 millions de dollars en 2004 en Afrique). La Chine ne reportant pas au CAD (Comité de l'Aide au Développement), il n'est pas possible de mesurer le montant de ses apports qui relèvent de l'APD. L'assistance chinoise privilégie les travaux d'infrastructures, dont les routes et les voies ferrées ; il s'agit d'une aide liée – en termes d'équipement mais aussi de main d'œuvre – qui ne s'accompagne d'aucune conditionnalité autre que la rupture des relations avec Taiwan.

La Chine vue d'Afrique sub-saharienne

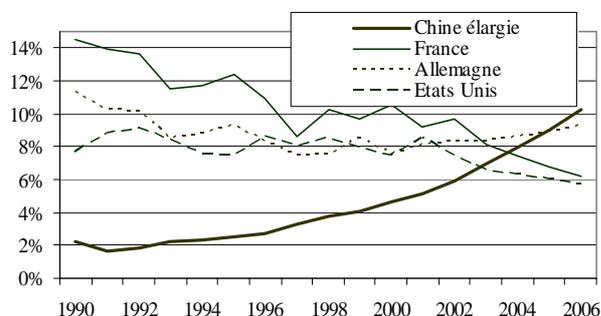
Entre 2000 et 2005 la Chine a doublé sa part dans les importations africaines mais sa progression a été moins forte du côté des exportations. A l'origine de 10% environ des importations du continent en 2005, la Chine est devenue le premier fournisseur de

l'Afrique sub-saharienne (graphique 9). Elle est également le premier de l'Afrique sub-saharienne diminuée de l'Afrique du Sud car elle y a rattrapé l'Union Sud-Africaine classée devant la France et l'Allemagne ; l'Union Sud Africaine demeure le premier fournisseur de l'Afrique australe et orientale. Absorbant 7% des exportations africaines la Chine est par contre son second débouché, loin derrière les Etats-Unis (graphique 10).

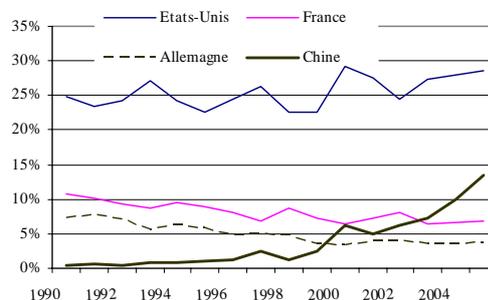
⁸ Les exportateurs africains peuvent utiliser des tissus importés pour leurs exportations vers les Etats-Unis dans le cadre de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) jusqu'en 2007.

⁹ Ainsi, fin 2005, la Chine a accordé un prêt de 200 milliards de francs cfa à la compagnie électrique du Bénin pour la construction d'un barrage et l'acquisition de turbines.

Graphique 9 :
Importations de l'Afrique sub-saharienne par origine en %



Graphique 10 :
Exportations de l'Afrique Sub-saharienne par destination en %

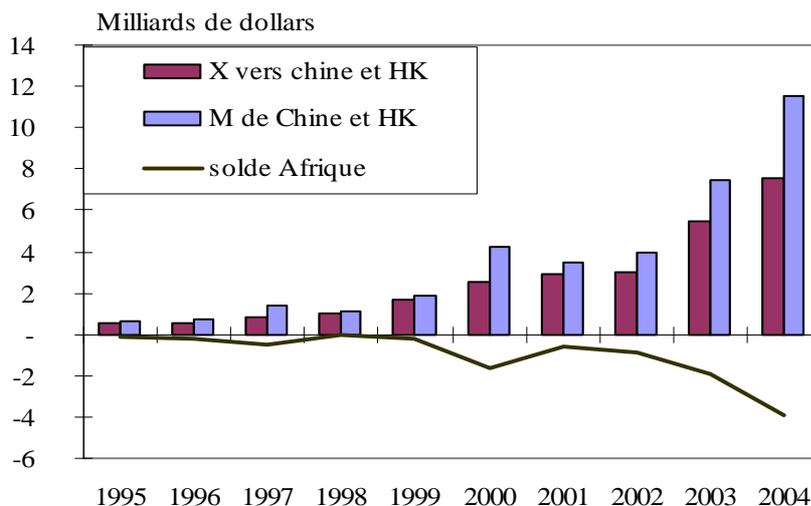


Source : Chelem jusqu'en 2003 et actualisation à partir des statistiques chinoises et des données FMI

Vus des pays africains (graphique 11), les échanges sont moins importants que vus de Chine et ils

dégagent un solde déficitaire qui s'est creusé depuis 2000.

Graphique 11 :
Les échanges avec la Chine vus de l'Afrique Sub saharienne



Source : à partir des données FMI- DOTS des pays d'Afrique Sub saharienne.

Ces moyennes recouvrent des situations contrastées. Le tableau 5 précise la place de la Chine élargie (à Hong Kong et Macao) dans les importations et les exportations des pays africains.

Alors que la moyenne est très éloignée de la médiane dans le cas de la place de la Chine dans les exportations, elle en est très proche dans le cas des importations ce qui témoigne de l'adéquation assez générale des produits chinois.

Tableau 5 :

Part de la Chine dans les exportations et les importations en 2000 et 2004

	Exportations		Importations	
	2000	2004	2000	2004
Afrique du Sud	2 %	3 %	5 %	8 %
Angola	23 %	36 %	2 %	3 %
Benin	0 %	30 %	8 %	33 %
Burkina	0 %	32 %	1 %	2 %
Burundi	0 %	1 %	4 %	3 %
Cameroun	6 %	3 %	3 %	6 %
Congo	6 %	27 %	2 %	6 %
Congo démocratique	0 %	8 %	5 %	5 %
Côte d'Ivoire	0 %	2 %	2 %	4 %
Ethiopie	1 %	2 %	4 %	7 %
Gabon	9 %	8 %	1 %	1 %
Ghana	1 %	3 %	5 %	12 %
Guinée	0 %	0 %	6 %	6 %
Guinée Bissau	0 %	0 %	6 %	4 %
Guinée Equatoriale	22 %	23 %	1 %	2 %
Kenya	2 %	2 %	5 %	8 %
Madagascar	1 %	2 %	7 %	16 %
Malawi	0 %	32 %	5 %	4 %
Mali	0 %	0 %	3 %	3 %
Maurice	1 %	1 %	11 %	10 %
Mauritanie	1 %	6 %	5 %	7 %
Mozambique	2 %	2 %	2 %	3 %
Niger	0 %	0 %	3 %	5 %
Nigeria	1 %	1 %	6 %	10 %
Ouganda	3 %	3 %	5 %	6 %
RCA	0 %	5 %	1 %	2 %
Sénégal	2 %	1 %	3 %	4 %
Sierra Leone	0 %	1 %	5 %	7 %
Soudan	41 %	67 %	12 %	13 %
Tanzanie	1 %	6 %	5 %	8 %
Tchad	0 %	21 %	0 %	1 %
Togo	0 %	8 %	5 %	27 %
Zambie	2 %	2 %	4 %	3 %
Zimbabwe	3 %	6 %	3 %	3 %
Moyenne	4 %	11 %	4 %	7 %
Médiane	1 %	3 %	5 %	6 %

Source : FMI/ DOTS

La Chine joue depuis plusieurs années un rôle important dans les exportations du Soudan, de l'Angola et de la Guinée Equatoriale. Les données du FMI (Direction of trade statistics, DOTS) font apparaître une progression très rapide de sa place :

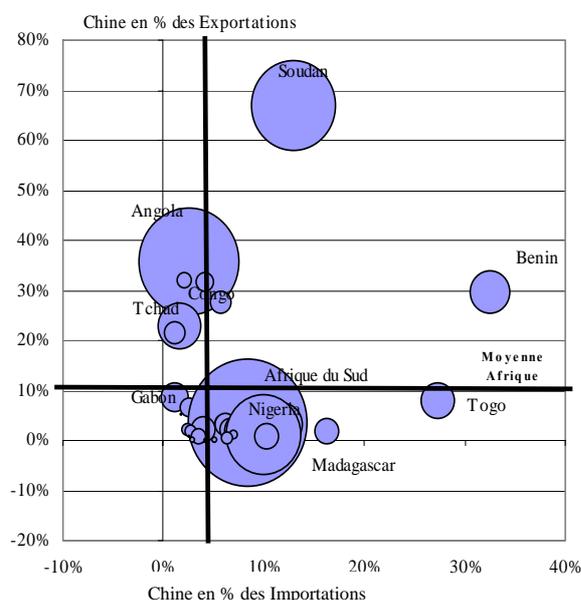
- dans les exportations du Bénin, du Burkina, du Congo, du Malawi et du Tchad.
- dans les importations du Bénin, du Ghana et du Togo du fait des ré-exportations.

On peut s'interroger sur la fiabilité de ces statistiques qui ont du mal à saisir des flux parfois très volatiles¹⁰ : ils montrent que la progression de la Chine est générale au niveau des exportations et plus sélective pour les importations. Ces échanges vont s'intensifier avec l'Angola et le Nigéria où les compagnies pétrolières chinoises ont signé des contrats d'exploration et avec les exportateurs de produits miniers (notamment la Guinée).

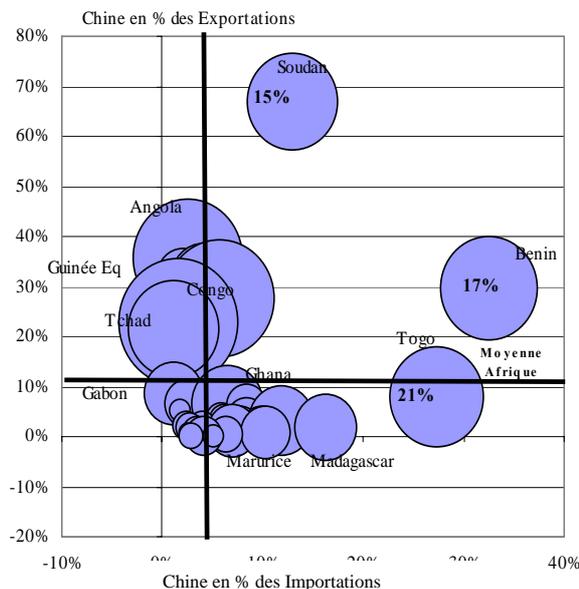
Les graphiques 12A et 12B situent les pays africains selon la place de la Chine dans leurs exportations (ordonnée) et leurs importations (abscisse), la taille du cercle est proportionnelle au montant du commerce bilatéral en 2004 (graphique 12A) et au poids de ces échanges dans le PIB (graphique 12B).

Graphique 12 :

La Chine dans le commerce extérieur des pays africains (2004)
Part dans les exportations / importations et taille des cercles proportionnelle
au montant du commerce bilatéral (12A) et à sa part dans le PIB (12B)



Graphique 12 A (taille = montant des échanges)



Graphique 12 B (taille = échanges % PIB)

Impact et perspectives

L'intensification des relations commerciales entre la Chine et l'Afrique sub-saharienne a coïncidé avec une accélération de la croissance africaine. En contribuant au redressement des cours des matières premières, l'appétit chinois a été plus efficace que les projets de stabilisation.

L'analyse d'Eichengreen (2005) sur les conséquences de la croissance chinoise montre que les pays spécialisés dans la production et l'exportation de composants, de biens d'équipement et de matières premières en bénéficient alors que

ceux qui sont engagés dans la production de biens de consommation subissent les effets de la concurrence chinoise. Ces conclusions rejoignent celles de Lall (2004, 2005) qui a analysé l'impact des exportations chinoises sur l'Asie et l'Amérique latine. Ces résultats suggèrent que les pays africains bénéficient de l'émergence chinoise. Selon les statistiques du FMI (DOTS), une dizaine dégage un surplus dans leurs échanges avec la Chine (l'Angola et le Soudan étant les principaux bénéficiaires) alors que pour les 20 autres pays, ces échanges sont déficitaires. L'impact est important pour les pays miniers mais beaucoup moins pour les pays exportateurs de produits agricoles.

Les conséquences de l'émergence de la Chine sur l'Afrique peuvent être appréciées du côté de la demande et de l'offre.

¹⁰ Au Zimbabwe, la Chine serait devenue en 2005 le second fournisseur après l'Afrique du Sud. Dans le cas du Bénin, les statistiques DOTS conduisent à des résultats très différents des données Comtrade pour la place de la Chine avec respectivement 23% et 6% (exportations) et 29% et 7% mais les données FMI seraient plus fiables.

Tableau 6 :
Solde bilatéral avec la Chine en 2004 en % du PIB

Guinée Equatoriale	21 %
Angola	20 %
Congo	16 %
Tchad	13 %
Soudan	10 %
Gabon	5 %
Burkina	4 %
Zimbabwe	1 %
Mali	5 %
Congo démocratique	0 %
Cameroun	0 %
Zambie	0 %
Mozambique	-1 %
Niger	-1 %
Ouganda	-1 %
Sénégal	-1 %
Burundi	-1 %
Afrique du Sud	-1 %
Mauritanie	-2 %
Tanzanie	-2 %
Guinée	-2 %
Ethiopie	-2 %
Nigeria	-3 %
Kenya	-3 %
Guinée Bissau	-4 %
Maurice	-4 %
Bénin	-5 %
Madagascar	-6 %
Ghana	-6 %
Togo	-10 %

Source : FMI / données DOTS corrigées avec les statistiques JUMBO.

A moins d'une crise (crise du dollar, pandémie), la croissance chinoise maintiendra un rythme élevé à moyen terme et dynamisera la demande de matières premières. Cette tendance générale peut néanmoins s'accompagner d'évolutions sectorielles plus contrastées car sur plusieurs marchés, la Chine peut passer de la situation d'importateur, qui tire les prix à la hausse, à celle d'exportateur qui fait baisser les prix¹¹. En outre, lorsqu'elle est le principal client,

¹¹ Comme le constate Lennon (2005), il est plus prudent d'être fournisseur de minerais que la Chine ne produit pas plutôt que d'être engagé dans le traitement de minerais que la Chine produit pour partie.

son pouvoir de marché peut lui permettre de faire baisser les prix. L'évolution des cours dépendra également de la réponse de l'offre. Les perspectives de la demande chinoise conduisent à ouvrir de nouvelles mines, moderniser des installations existantes et ces investissements peuvent conduire à une stabilisation voire à un retournement des cours. La croissance chinoise dynamisera les exportations africaines mais pourra également accentuer la volatilité des cours.

Les entreprises chinoises ont annoncé plusieurs projets de valorisation (raffinerie au Soudan, pâte à papier au Congo, tissage au Mali mais également confection pour l'exportation). La Chine a ouvert son marché en accordant un traitement tarifaire préférentiel aux pays les moins avancés, mais cette mesure n'a pas encore eu d'impact sur les exportations africaines. La Chine deviendra un marché agricole : en 2005 ses échanges agricoles ont été, pour la première fois déficitaires. L'objectif de la politique agricole chinoise est de promouvoir les exportations intensives en travail et d'importer les produits exigeant de grandes superficies comme le soja acheté au Brésil et au Mozambique où des entreprises chinoises sont déjà actives.

L'offre industrielle chinoise est adaptée à la demande des pays en développement. Dans la plupart des pays africains, les produits chinois (tissus, confection, électronique) ne se substituent pas à des fabrications locales mais concurrencent des produits importés plus onéreux. Ces importations améliorent le bien être des populations : ce serait tout particulièrement le cas au Ghana, en Ouganda et en Tanzanie (ODG, 2005) où les produits de consommation de base représentent plus de 20 % des importations chinoises.

La concurrence chinoise exerce également une pression à la baisse sur le coût de l'investissement. Les équipements chinois (transport, agriculture) très bon marché constituent une alternative à des biens de meilleure qualité. Dans la construction, les sociétés chinoises, régulièrement moins-disantes, gagnent des parts de marché (immeubles mais également routes – où la part de marché dépasse 30 % au Mozambique) et font travailler de la main d'œuvre chinoise. Ainsi, de la Corne de l'Afrique au Golfe de Guinée, ouvriers mais aussi médecins et petits commerçants peuplent de nouveaux quartiers chinois. Cette communauté (dont l'effectif est peut-être plus proche de 100.000 que des 500.000 souvent cités) s'intègre dans le tissu économique : elle sert de relais aux importations chinoises mais investit et crée des emplois.

Encadré 2

L'avenir des relations entre la Chine et l'Afrique dépendra de l'évolution de la croissance chinoise. L'atterrissage annoncé tarde à se concrétiser, avec une croissance de 9 % attendue en 2006. La performance chinoise des 25 dernières années et les précédents asiatiques (Japon, Corée, Taiwan) suggèrent que l'objectif de quadruplement du PIB entre 2000 et 2020 pourrait être atteint. Bien avant, probablement en 2010, la Chine deviendra le second exportateur mondial et à cette échéance, elle sera probablement le premier partenaire de l'Afrique : les Chinois prévoient un triplement de leurs échanges avec l'Afrique entre 2005 et 2010, ce qui porterait sa part à 5 % du commerce extérieur chinois¹².

Lorsque l'offre chinoise est confrontée à une offre locale, la concurrence est redoutable pour cette dernière. Au Nigéria, au Cameroun et en Afrique du Sud l'entrée d'articles chinois a mis en faillite de nombreuses usines de textile-habillement. En Afrique et au-delà, le prix chinois devient la référence. Le niveau des salaires, parfois plus faible qu'en Afrique, ne suffit pas à rendre compte de la compétitivité des exportations chinoises qui s'explique par la qualification de la main d'œuvre et également le coût souvent plus faible des demi-produits : la taille du marché chinois justifie la construction de capacités de production qui permettent des économies d'échelle.

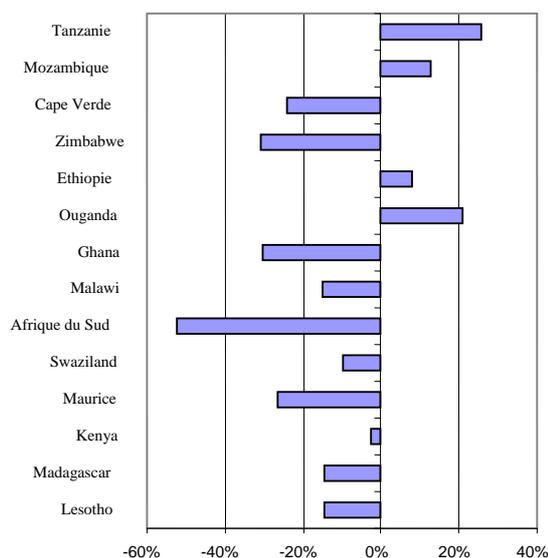
Cette concurrence directe reste toutefois limitée. Mais, si l'Afrique ne « joue » pas dans la même catégorie industrielle que la Chine, elle est confrontée à la concurrence chinoise sur les marchés tiers. Cet impact a été évalué par ODG (2004) à partir de la proportion des exportations africaines susceptibles d'être concurrencées par les 140 postes (CTCI rev 2) les plus dynamiques des exportations chinoises. Les pays les plus concernés seraient en ordre décroissant le Lesotho (89 % de ses exportations relèvent de cette catégorie), la Zambie, le Mozambique, le Malawi, l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Ghana et le Kenya (34 %). Ce classement s'explique par la place du textile-habillement qui avait été dynamisé par l'initiative américaine AGOA (*African Growth and Opportunity Act*). Entre 2001 et 2004, le doublement des exportations d'articles de l'habillement des pays bénéficiaires vers les Etats-Unis a créé de nombreux emplois. Ce mouvement s'est brusquement arrêté en janvier 2005, la levée des quotas ayant provoqué une hausse spectaculaire de la part de marché chinoise

¹² Si l'on fait l'hypothèse qu'au cours de la même période la croissance du commerce extérieur chinois ralentit.

et une baisse tout aussi remarquable des prix unitaires¹³. La chute des exportations, très élevée en Afrique du Sud et dans les pays limitrophes (graphique 13), s'explique également par la perte de compétitivité provoquée par l'appréciation du rand.

Graphique 13 :

Importations américaines de textile-habillement évolution 2005/2004 par pays en %



Source : US ITC

La restauration de quotas décidée en 2005 offre trois années de répit aux exportateurs africains qui devront ensuite composer avec la concurrence chinoise. Une concurrence qui risque d'être exacerbée par l'exode rural. Car d'ici 2020, entre 150 et 300 millions d'agriculteurs chinois quitteront les campagnes. Cette migration, du même ordre de grandeur que l'accroissement de la population

¹³ En Chine et dans les autres grands exportateurs soumis aux quotas, on a assisté à l'apparition de bourses de quotas lorsque ceux-ci étaient remplis (produits dits sensibles). Sur ces enchères, le « droit d'exporter » un article sensible – comme les T-shirts – pouvait se négocier à un prix proche de celui de l'article. Pour certains articles, la disparition du quota a pu ainsi provoquer une baisse de près de 50% des prix.

active de l'Afrique sub-saharienne, pèsera sur l'évolution des salaires des non-qualifiés et, indirectement du personnel qualifié¹⁴. Cela devrait maintenir la compétitivité des produits « made in China ».

A moins d'un accident, la Chine va continuer à être un des moteurs de l'économie mondiale au cours

des prochaines années. L'élargissement de la demande chinoise et le maintien de la pression concurrentielle de l'offre chinoise risquent d'encourager la « vocation » d'exportateur de produits primaires de nombreux pays africains. L'Afrique sera-t-elle en mesure de conjurer la malédiction qui pèse sur les ressources naturelles ?

Encadré 3

Les sources statistiques utilisées et leurs limites

D'une manière générale, les statistiques des échanges internationaux souffrent d'un manque de cohérence qui n'est pas spécifique aux pays en développement : vues par les douanes françaises, le montant des exportations vers l'Allemagne a longtemps été très différent de celui des importations françaises mesurées d'Allemagne et, dans les années 1980, l'écart entre les deux statistiques allait bien au-delà des différences entre données CAF et FOB. D'une manière générale, on estime qu'un pays connaît mieux la destination de ses exportations que l'origine de ses fournisseurs.

Données nationales

Données chinoises : 17% (2005) des exportations chinoises se dirigent vers Hong Kong dont une partie est réexportée. La prise en compte de ces ré-exportations est l'une des explications de l'écart considérable entre le montant du déficit commercial américain bilatéral mesuré par Pékin, 100 milliards de dollars, et par Washington 204 milliards de dollars (un écart de 100% !). Les exportations chinoises peuvent atteindre l'Afrique via Hong Kong, Macao mais aussi Singapour et elles peuvent également utiliser des pays « d'éclatement » en Afrique.

US ITC : les statistiques commerciales américaines (www.usitc.gov) offrent un niveau fin de désagrégation (jusqu'à 6 chiffres) par pays. En avril 2006, les données de janvier 2006 sont disponibles.

Données internationales

FMI, Direction of Trade Statistics (DOTS) : ces données construites par le FMI (Fonds Monétaire International) précisent la répartition par origine et destination des exportations de marchandises pour la plupart des pays. Elles offrent l'avantage d'offrir les données les plus récentes (2004) au prix d'un manque de cohérence. Elles sont construites à partir des données miroirs lorsque les statistiques nationales sont manquantes et des données nationales le cas échéant. Mais les données miroirs sont ensuite écrasées lorsque les statistiques nationales deviennent disponibles : les séries des pays « répondants avec retard » sont constituées de sources nationales pour les années anciennes et de statistiques miroirs pour les années récentes.

La base Chelem : les comptes harmonisés sur les échanges et l'économie mondiale construits par le CEPPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales) s'appuient sur les statistiques des Nations Unies qu'elles harmonisent : les importations d'un pays A en provenance d'un pays B sont égales aux exportations de B vers A par construction. Les données Chelem offrent une désagrégation en 72 postes pour l'ensemble des régions du monde et pour seulement 79 pays : dans le cas de l'Afrique sub-saharienne, Chelem individualise le Gabon et le Nigeria. Les échanges de l'Afrique du Sud sont mesurés à partir de ceux de l'Union Sud-Africaine (SACU), union douanière qui regroupe autour de l'Afrique du Sud le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland.

¹⁴ Les travaux de Banister (2004) montrent que ces salaires ont peu augmenté au cours des dix dernières années, et compte tenu de la hausse de la productivité, le coût unitaire du travail chinois a diminué. Comme l'avait remarqué P.N Giraud (1996), en permettant aux cadres de jouir d'un niveau de vie relatif élevé avec un salaire modeste, l'inégalité constitue un facteur de compétitivité supplémentaire dans les secteurs de haute technologie.

ITC, PC-TAS : Le Centre de Commerce International (ITC) constitué par la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) et l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) construit la base PC-TAS (Personal Computer Trade Analysis System) constituée de données des échanges mondiaux sur 5 ans (actualisés chaque année) pour 230 pays et 3800 produits (nomenclature SITC- révision 3). Ces données sont tirées de la base Comtrade des Nations Unies.

Donnée Jumbo : Pour les pays de la zone franc l'AFD dispose d'estimations globales du commerce extérieure issues de son modèle Jumbo. Intégrant les statistiques nationales, elles privilégient la cohérence et les statistiques miroirs de l'OCDE.

Références Bibliographiques

Banister (2004), *Manufacturing employment and compensation in China*, US Department of Labour.

Bosten E (2006), « China's engagement in the construction industry of Southern Africa : the case of Mozambique », Workshop : *Asian and other drivers of global change*, St Petersburg, janvier.
(<http://www.ids.ac.uk/ids/global/AsianDriverpdfs/emmybostonpaper.pdf>)

Chen M-X. A., Goldstein N., Pinaud et Reisen H. (2005), *China and India: What's in it for Africa?* mimeo, OECD Development Centre, Paris.

Eichengreen B., Tong H. (2006), « How China is reorganizing the world economy », *Asian Economic Policy Review* n°1, pp. 73-97.

Giraud P.N. (1996), *L'inégalité du Monde*, Folio, Paris.

Laal S. et Albaladejo M. (2004), « China competitive performance : a threat to East Asian manufactured exports », *World development* n°32 pp. 1441-1466.

Laal S. et Albaladejo M. (2005), *China competitive threat to Latin America: an analysis for 1990-2002*, Institute of Development Studies, Working Paper n°120.

ODG (2005), *The effect of China and India's growth and trade liberalisation on poverty in Africa*, Department for International Development (DFID), mai.
(http://www.sarpn.org.za/documents/d0001312/P1555-China_trade_Report_May2005.pdf)

Lemon J. (2005), « China's impact on commodities », *Macquarie Research Presentation, Chine Brésil symposium*, octobre.

Mayer J. et Fajarnes P. (2005), *Tripling Africa's Primary Exports: What? How Where?* UNCTAD Discussion Paper n°180, Genève, octobre.

Ramo J.-C. (2004), « The Beijing consensus : note on the new Physics of Chinese power », in Ramo J.-C. *The Beijing consensus* pp 1-7, Foreign Policy Center, Londres.

Rodrik D. (2006), *Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion?* miméo, Harvard University, janvier.

Samuelson P. (2004), « Where Ricardo and Mill rebut and confirm arguments of mainstream economist supporting globalisation », *Journal of Economic Perspectives*, Volume 18, n°4, pp. 135-146, été.

Stevens C., Kerman J. (2005), *Opening the package, the Asian drivers and poor country trade*, miméo, Institute of development studies, Université du Sussex, Brighton, avril.

Wilson E. (2005), « China's influence in Africa, implications for US policy », Testimony US house of representatives, 28 juillet (http://wwwa.house.gov/international_relations/109/wil072805.pdf).